

Lutte de classe

Le PT ou l'art de placer le prolétariat sous le carcan de la république démocratie bourgeoise

Je vous propose la lecture critique du n°804 d'*Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du PT.

Avant-propos.

Au-delà des auto-proclamations habituelles et des formules bien ficelées maintes fois répétées, il suffit souvent d'employer un mot ou une expression particulière dans une phrase pour que le contenu politique d'un article change radicalement de signification ou exprime une réalité différente de celle que leurs auteurs prétendaient défendre ou incarner. C'est un peu ce que j'essaie de montrer ici en partant du principe qu'entre être et paraître, il arrive forcément un moment où le langage trahit les intentions réelles de leurs auteurs.

Les concessions linguistiques, par exemple l'emprunt d'une terminologie propre à un parti politique, une idéologie ou une catégorie sociale déterminée, peuvent s'avérer ponctuelles et sans portée générale. Par contre l'emploi répété, on devrait dire récurrent dans le cas présent, de termes précis révèle à la longue une tendance ou un parti pris, une réalité tangible que leurs auteurs ne peuvent plus cacher ou nier. Comme dirait l'autre, leur nature réelle transpire et transperce la voile de l'illusion.

Maintenant, l'étude de la terminologie employée par un parti ne suffit pas pour pouvoir le caractériser, il faut la relier à l'ensemble de son activité.

Sachant qu'un même mot pourra avoir un contenu différent selon le locuteur qui l'emploie, tenir compte de cette donnée nous évitera de tomber dans l'amalgame et par conséquent dans la calomnie, tel n'a jamais été mon intention évidemment.

Autre chose. Ce qui nous occupe ici, c'est la manière dont s'articulent les différentes fonctions du langage qui vont structurer et déterminer finalement la signification de notre message ou communication.

Quand on s'exprime, qu'il s'agisse d'une production orale ou écrite, notre rapport à la réalité s'effectue sur la base d'éléments, de faits ou d'évènements concrets que notre interlocuteur peut identifier directement, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils suffiront à eux-seuls à former la totalité du contenu de notre discours. Ils incluent les implicites qui renvoient à des connaissances partagées ou prétendues acquises par nos deux locuteurs, en principe parfaitement identifiables par notre interlocuteur, mais aussi parfois les sous-entendus que notre interlocuteur ne pourra pas forcément détecter. Si un implicite renvoie à un élément connu non exprimé, un sous-entendu renvoie à un élément non exprimé sciemment qui peut demeurer étranger à notre interlocuteur, pour des raisons diverses, et c'est là que réside une différence de taille.

Concrètement, quand on lit attentivement la littérature du PT, prenons par exemple l'extrait de la page 2 ci-dessous, tous les militants seront forcément d'accord avec son contenu. Allons plus loin et posons-nous une question très simple : qui parle ? qui est à l'origine du message et à qui s'adresse-t-il, quel est son objectif ? C'est un militant d'un parti politique prétendant construire un parti pour en finir avec le capitalisme qui s'exprime. Il s'adresse aux travailleurs et aux militants. Or le contenu de son message ne renferme que des revendications de nature économique ou sociale, à aucun moment il ne formule une revendication, un mot d'ordre ou exprime la moindre orientation politique. C'est là que se situe le problème, cette carence change évidemment totalement le sens ou l'orientation de son intervention et la nature de l'objectif qu'il poursuit réellement, qu'il en ait conscience ou non est une autre affaire. Alors que son intervention serait considérée comme valable sur le terrain purement syndical, sur le terrain politique elle est détestable et elle se transforme en son contraire : en dehors de toute perspective politique, elle se situe forcément dans le cadre de la préservation du capitalisme,

sur le terrain du réformisme, ce qui nous force à en conclure que c'est un tel parti que les militants du PT veulent construire.

Dans cet exemple, l'absence de mot d'ordre et d'orientation politique saute aux yeux, personne ne peut le nier. Cependant, s'ils ont procédé par omission volontaire pour imposer leur message, à aucun moment ils n'ont évoqué le moindre sous-entendu, ce qui ne permettra pas au néophyte de découvrir qu'un élément a été soustrait sciemment à sa réflexion, afin d'orienter délibérément son jugement dans une direction bien précise, au détriment de son libre arbitre qui est détourné, obscurci par l'emploi de cette méthode.

On est donc obligé de revenir à une fonction importante du langage, la personne qui parle, la place et le rôle qu'elle remplit dans le discours pour essayer de comprendre la véritable nature de son message. Et là on se rend compte que c'est en fait le locuteur, c'est-à-dire le militant du PT qui a changé de fonction, qui a troqué la fonction de militant politique pour celle du militant syndical.

Ce que je voulais expliquer ici, c'est qu'on ne pouvait pas comprendre la nature d'un message à partir des éléments qui avaient été soustraits volontairement à l'appréciation de nos interlocuteurs et qu'ils ignoraient forcément, qui plus est, qui pourraient donner matière à des discussions et des controverses interminables, mais uniquement à partir de la fonction que remplit l'auteur du message.

Car s'appuyer sur le sous-entendu à partir duquel le PT construit un parti politique ne nous aurait mené nulle part, ce parti pourra avoir autant de natures qu'il y a d'auditeurs pour entendre son message, c'est d'ailleurs sur ce tableau que joue précisément le PT pour attirer des travailleurs à sa politique.

Nous verrons dans ce document, comment le PT s'y prend pour éviter par tous les moyens de poser la question déterminante du pouvoir politique, comment il évite de mettre en cause le gouvernement, comment à travers toute une série de mots d'ordre, il se situe exclusivement sur le terrain du réformisme.

Page 2 « *Nous, militants ouvriers de toutes tendances qui nous sommes regroupés dans le comité provisoire pour un parti ouvrier, nous en appelons à l'unité la plus large de toute la population, des travailleurs de leurs organisations : pour la restitution des 200 milliards dans les caisses de la Sécurité sociale ; pour l'abrogation des mesures restreignant le droit aux soins ; contre la TVA sociale, contre les franchises, pour la défense des régimes spéciaux de retraite et le retour aux 37,5 annuités de cotisation pour tous ; pour le maintien de tous les centres de paiement de la Sécurité sociale ; pour l'abrogation de la CSG, de la CRDS et de tous les prélèvements sociaux supplémentaires pour le retour aux principes de 1945, qui garantissaient le droit à la protection sociale basée sur le salaire différé.* » Et dans la même page se trouve une rubrique : *Informations syndicales.*

Mais où est donc passé la politique ? Le PT a-t-il encore une ligne politique ? Est-il vraiment un parti politique ? Veulent-ils construire un nouveau syndicat ? Rassurez-vous, l'Union européenne va leur servir d'exutoire pour brouiller les pistes.

Page 4 « *Le jour de l'ouverture du débat à l'Assemblée nationale, le 23 juillet, le président de l'UNEF, Bruno Julliard, a déclaré à l'AFP qu'il souhaitait « amender » le texte, « sans demander le retrait ».*

N'y a-t-il pas un rapport entre cette déclaration de Julliard et les interventions dans le débat au Sénat des représentants du PS et du PCF (voir ci-contre) qui ont voulu marquer leur accord avec le principe même de l'autonomie des universités ? Et ce consensus, comme on le lira ci-contre, ne trouve-t-il pas sa source, là encore, dans la soumission aux exigences de l'Union européenne, dont la logique ultime est mise en œuvre à l'université de Mannheim. N'est-ce pas là-dessus, et uniquement là-dessus, que mise Sarkozy ?

Autant de questions décisives, car le problème central à la rentrée de septembre sera celui de la réalisation de l'unité avec leurs organisations des personnels et enseignants-chercheurs avec les étudiants pour exiger le retrait de la loi. »

Puisque c'est « *là-dessus que mise Sarkozy* », vous pensez que le PT en tant que parti politique va engager le combat dans une perspective politique remettant en cause le gouvernement d'union nationale Sarkozy-Fillon-Allègre et leur Assemblée nationale illégitime qui veulent imposer cette loi qui servira de tremplin à la privatisation des universités, dans une perspective politique ? Vous n'y êtes pas du tout, il se contente de situer cette revendication sur le plan strictement syndical, celui des « *organisations des personnels et enseignants-chercheurs avec les étudiants pour exiger le retrait de la loi.* » D'ailleurs comment pourrait-il se situer sur un terrain politique correcte autre que celui du trade-unionisme, puisqu'il s'agit d'une « *exigence de l'Union européenne* » à laquelle se soumet le gouvernement sans qu'il en soit directement responsable.

Dans un autre article de la même page intitulé : *D'où vient ce consensus ?*, il persiste et signe à dédouaner le gouvernement de toute responsabilité : « *La défense des diplômés nationaux, comme du recrutement des enseignants-chercheurs sur la base de leur seule qualification reconnue par leurs pairs, n'exige-t-elle pas la rupture avec l'Union européenne ?* », agissant comme une véritable soupape de sécurité pour le gouvernement et qui permet au PT de ne pas poser la question auquel sont confrontés les étudiants et les chercheurs en terme politique.

Chacun sait que ce mot d'ordre est rejeté par les masses et relève de l'abstraction pure et simple, pour la simple raison qu'il ne recoupe pas et ne règle en rien l'ensemble des questions relevant exclusivement de la survie du capitalisme, dont l'abolition nécessitera la mobilisation révolutionnaire des masses pour en finir avec les institutions de la Ve République.

En réalité, le PT pose chaque revendication dans le cadre étroit et exclusif de l'État bourgeois en lui demandant de les satisfaire, au lieu de les poser dans une perspective politique ouvrant une issue révolutionnaire aux masses qui seule permettra d'y apporter une réponse positive. D'un côté, le réformisme, de l'autre, le léninisme.

C'est étrange, je pensais que le consensus UMP-PS-PCF à l'Assemblée nationale provenait de la nécessité pour le capitalisme de soumettre les universités et la recherche à ses besoins exclusivement mercantiles, en dehors de toute considération sociale, d'où le besoin de poser la question de la nécessité d'en finir avec le capitalisme qui tend à transformer tous les besoins élémentaires fondamentaux de la population en vulgaires marchandises en les livrant aux lois de la concurrence et du marché capitaliste.

Or, en dehors de la perspective politique clairement exprimée d'en finir avec le capitalisme, les institutions, le gouvernement, au mieux la position du PT ne revient-elle pas implicitement à s'accommoder de la situation telle qu'elle était avant cette loi ?

Déjà en juillet 2004, Nicole Villa signait un article d'*Informations ouvrières* (n°649) intitulé : *Un consensus inouï*, alors qu'en réalité, il n'était que le prolongement logique de l'adaptation politique du PS et du PCF aux besoins du capitalisme. Si ce consensus est si étonnant que cela entre l'UMP et le PS, cela ne signifie-t-il pas qu'il pourrait en être autrement dans d'autres circonstances ? Si le consensus UMP-PS-PCF est si extraordinaire que le PT le prétend, cela ne signifierait-il pas qu'en temps normal la collusion d'intérêts entre l'UMP et le PS-PCF n'existerait pas ? Ne veulent-ils pas ainsi nous faire croire abusivement que le reste du temps, le PS et le PCF seraient des partis ouvriers qui œuvreraient à la défense des intérêts du prolétariat ? Il y a tout lieu de le penser.

Mais où le PT veut-il en venir ? La suite va nous permettre de le comprendre.

Que les étudiants continuent d'être formés selon les critères définis par la bourgeoisie dans la perspective d'en faire des cadres exploités destinés aux entreprises ou à la fonction publique, tant que c'est sous la houlette de l'État bourgeois, le PT n'y voit absolument aucun inconvénient. Ils le disent eux-mêmes : il s'agit seulement de s'opposer à « *un principe de dénationalisation progressive de l'enseignement supérieur* », autrement dit, que vive le capitalisme d'État contrôlé par la bourgeoisie et tout ira pour le mieux !

Il le confirme en abordant la même question sous un autre angle : « *Une seule exigence résume la défense de l'Université : retrait de la loi d'autonomie.* », comme le font les organisations syndicales qui sont là dans leur rôle. Or aussi juste que soit ce mot d'ordre, le PT n'est pas une organisation syndicale, mais un parti politique, tout du moins, c'est ce que ses dirigeants prétendent. En passant,

on constate ici que le PT ressemble de plus en plus à LO, avec seulement un vocabulaire et des formules plus sophistiquées.

Cela ne coûte rien d'aborder le capitalisme sous l'angle d'un constat et des conséquences désastreuses qu'entraîne sa survie, tous les partis sans exception se livrent à cet exercice plus ou moins complaisamment, y compris des représentants de l'UMP qui expriment les intérêts d'une frange du capitalisme français au bord de la faillite qui doit se plier aux règles du capitalisme mondial, par contre, dès que l'on évoque l'orientation politique liée à la nécessité d'en finir avec le capitalisme, il n'y a plus personne ! Or, seule cette orientation permet de définir une ligne politique conforme aux tâches que le prolétariat doit accomplir et peut nous permettre de construire le parti sur la base du programme de la révolution socialiste.

Aujourd'hui, aucun parti n'est sur cette ligne politique, tous collent au plus près au mouvement spontané des masses, bradant au passage le programme de la révolution socialiste qui est ravalé au niveau des revendications démocratiques bourgeoises.

Si vous vous imaginez que le PT participait à cette bataille pour aider les étudiants et les professeurs à prendre conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, etc., vous vous êtes mis le doigt dans l'œil. Certains ne manqueront pas de répliquer que ce n'est pas ici l'objectif. Mais alors expliquez-nous quel devrait être l'objectif qui devrait tirer en avant un parti politique prétendant défendre les intérêts des travailleurs ? J'ai lu quelque part que de plus en plus souvent, les revendications transitoires étaient inséparables des tâches de la révolution socialiste, je crois même qu'il s'agissait du *Programme de transition*. C'était au milieu des années 30, alors que devrait-on dire aujourd'hui ? Abandonnez votre position purement défensiste : passez à l'offensive !

Ne s'agirait-il pas de faire croire aux étudiants et aux professeurs que le capitalisme disposerait encore de ressources nécessaires et inépuisables pour satisfaire au fil du temps l'ensemble de leurs revendications et celles du prolétariat ? Si c'était le cas, pourquoi ne l'a-t-il pas fait précédemment, sans remonter obligatoirement à sa période ascendante, à la fin du XIXe siècle ? Parce que les capitalistes sont pourris par l'avarice et l'appât du gain ou parce qu'ils manqueraient de volonté ? A moins qu'il ne s'agisse de revendiquer sur un modèle strictement corporatiste et de demeurer indifférent à la situation des autres couches sociales, notamment celle du prolétariat ?

Ne s'agirait-il pas de leur faire croire qu'il suffirait d'infléchir la volonté des capitalistes en se mobilisant ponctuellement sur nos revendications immédiates pour qu'ils les satisfassent ? Le problème, c'est qu'à chaque fois, ils ne nous ont jamais accordé que des droits limités et qu'ils les ont repris à la première occasion, à la faveur d'un rapport de force plus favorable pour eux. D'une certaine manière la lutte des classes est un éternel recommencement, même si on ne repart pas forcément du même point. Les positions que j'ai exposées ci-dessus sont en fait les positions traditionnelles du réformisme, pas les nôtres.

C'est étrange, je croyais me souvenir que Lénine et Trotsky dans leurs enseignements avaient mis l'accent sur la nécessité d'en finir avec le capitalisme pour entrevoir enfin une amélioration rapide, durable et décisive de la situation du prolétariat, et que cela passait obligatoirement par la prise de conscience des tâches que nous avons à accomplir à chaque étape de la lutte des classes en les reliant à notre objectif, la prise du pouvoir, qui finalement nous servait de guide pour ne pas nous perdre en chemin ou devenir de vulgaires réactionnaires...

Je viens de mettre la main par hasard au cours d'une pause dans la rédaction de ce texte, sur un passage de *Il faut étudier Octobre* de Trotsky (1924) qui permet d'alimenter la discussion :

« Mais, pourrait-on objecter au premier abord, est-ce qu'un parti révolutionnaire renonce à exercer une pression sur la bourgeoisie et son gouvernement ? Évidemment, non. La pression sur le gouvernement bourgeois est la voie des réformes. Un parti marxiste révolutionnaire ne renonce pas aux réformes, mais les réformes portent sur des questions secondaires et non sur des questions essentielles. On ne peut obtenir le pouvoir au moyen de réformes. On ne peut, au moyen d'une pression, forcer la bourgeoisie à changer sa politique dans une question dont dépend son sort. ». Les questions de la Sécurité sociale, des retraites, du CDI, etc., sont devenues des « *questions essentielles* », nous sommes bien d'accord. Dix ans plus tard, Trotsky dira que le programme transitoire ou minimum est sans cesse rattrapé, voir dépassé à notre époque par celui de la révolution

socialiste... Ce constat ne serait-il plus valable de nos jours ? Si les dirigeants du PT le prétendent qu'ils le disent franchement, les choses seront plus simples et cela nous fera gagner du temps.

Seul un parti révolutionnaire ayant pour objectif la prise du pouvoir par le prolétariat pourrait être sur cette ligne politique et recruter des étudiants et des chercheurs, non pas dans le cadre et la perspective de leur adaptation au capitalisme, fut-il d'État, ce qui est le propre du réformisme, mais dans la perspective d'avancer sur la voie du socialisme, de construire un véritable parti révolutionnaire.

Page 5 « *Peut-on trouver une issue sans sortir des institutions de l'Union européenne ?* ». La tarte à la crème du PT ! Voilà à quoi se trouve réduite la question du pouvoir par les dirigeants du PT.

Nous répondons : Oui, en renversant le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et leur Assemblée nationale ! En prenant le pouvoir. Pas demain matin bien sûr, il n'y a que les gauchistes pour l'imaginer, mais en subordonnant notre orientation politique à cet unique objectif, sans laquelle tout combat politique ne peut mener qu'à une impasse, ce qui revient concrètement à accorder un nouveau délai au capitalisme.

On peut lire aussi que « *Mitterrand, au moins, lorsqu'il qualifiait les institutions issues du coup d'État gaulliste en 1958 de « coup d'État permanent », prétendait les combattre franchement (avant de s'y fondre avec délice quelques décennies plus tard).* »

Vous aurez apprécié la présence de la locution à caractère restrictive « *au moins* » du renégat Yan Legoff qui cherche ainsi à atténuer la critique et le rôle infâme joué par Mitterrand. Les dirigeants du PS apprécieront n'en doutons pas. Stentor n'avait-il pas été jusqu'à prétendre que Mitterrand avait été autrefois de gauche ? On ne se refait pas décidément.

Page 6 « *Face à cette menace sans précédent contre le droit de grève, les seules revendications conformes aux intérêts des travailleurs ne consistent-elles pas à exiger le retrait du projet de loi et la liberté de négociation ?* »

Une réponse en deux temps s'impose.

On est tenté de dire immédiatement : pas suffisant lorsqu'il s'agit d'un parti politique.

A quoi cela sert-il d'expliquer ce que tout le monde sait pertinemment, à savoir que le gouvernement et le Medef veulent remettre en cause le droit de grève pour augmenter la productivité et empêcher les travailleurs de se mobiliser pour défendre leurs droits, si dans le même temps, on n'en arrive pas à la conclusion que le pendant de la nécessité pour le capitalisme de remettre en cause tous nos droits pose directement la question politique de la nécessité d'en finir avec le capitalisme, etc. ?

Qui parle de « *liberté de négociation* » aujourd'hui ? Sarkozy et les représentants de l'UMP, les lieutenants de la bourgeoisie infiltrés au sein du mouvement ouvrier, les Thibault, Mailly et Cie. Qui « *négoçient* » la remise en cause de tous nos droits ? La « *liberté de négociation* » a conduit à travers la politique dite contractuelle à subordonner l'ensemble des intérêts du prolétariat à ceux de la bourgeoisie, pour finalement revêtir ces dernières années le masque trompeur du « *dialogue social* ». Voilà ce que revendique le PT. Et dans le même temps, ils se disent opposés à ce projet de loi. Ce double langage équivaut à une trahison devant la gravité de l'enjeu contenu dans ce projet de loi.

Comme rien n'arrête les dirigeants du PT, ils se permettent de poser la question suivante : « *N'est-ce pas, à travers les accords de dialogue social, l'existence même d'organisations syndicales indépendantes qui est menacée ?* »

Cette question est incomplète. C'est l'alignement de tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier sur l'idéologie réformiste, l'absence d'un parti développant une orientation politique révolutionnaire, qui donne des ailes à la réaction et lui permet de nous matraquer et d'aller plus loin dans son offensive contre le prolétariat. A partir de ce constat, les bureaucrates syndicaux peuvent se permettre n'importe quoi sans prendre trop de risques, non ?

De plus, ils sont particulièrement gonflés, eux qui sont favorables à la politique contractuelle, à la présence des dirigeants syndicaux dans une multitude d'organismes de collaboration de classes depuis l'après-guerre, n'ont-ils pas remarqué que l'ensemble de nos droits qui étaient remis en cause au fil du temps, avaient fait l'objet « d'accords » entre les dirigeants syndicaux, les différents gouvernements et les représentants du patronat dans le cadre précisément du « *dialogue social* » qui portait pudiquement le nom il n'y a pas si longtemps de « *négociations avec les partenaires sociaux* » ? Ils pensent sans doute qu'il aurait suffi de changer de vocabulaire pour tirer un trait sur 60 ans de collaboration de classes ? Pour qui prennent-ils les militants et les travailleurs ?

La collusion incessante entre les dirigeants syndicaux traîtres, les représentants des différents gouvernements et du patronat depuis 60 ans au sein des organismes de collaboration de classes ne porterait-elle pas atteinte à la soi-disant indépendance des syndicats ? Une façon une nouvelle fois, de tenter de blanchir les dirigeants syndicaux et de faire oublier le rôle joué à leurs côtés par le PT.

Si on suit bien le raisonnement des dirigeants du PT, ce serait seulement depuis que le « *dialogue social* » a été officiellement mis en place ou institutionnalisé par Chirac, que la trahison des dirigeants serait avérée ? Ils ne vont pas jusqu'à parler de trahison, ils évoquent des « *accords de dialogue social* ». Or pour qu'il y ait accord, il faut être deux au minimum, non ? Qui signe quoi avec qui ? C'est si difficile que cela à dire ? Souvenez-vous que Stentor avait été jusqu'à écrire dans *Informations ouvrières*, qu'en 1936, les dirigeants n'avaient signé aucun accord ? Que diront les dirigeants du PT à propos des « *accords de dialogue social* » dans 10 ou 20 ans ?

La situation actuelle marque une nouvelle étape dans la remise en cause de l'existence des syndicats ouvriers, mais si l'on escamote au passage le processus qui a permis d'en arriver là, cela revient finalement à s'interdire de se donner les moyens de combattre efficacement pour défendre leur existence.

Personnellement, je suis contre tout accord entre les syndicats et le gouvernement ou le patronat qui n'est pas le produit de la mobilisation du prolétariat.

Il faut bien comprendre qu'en dehors de la mobilisation du prolétariat, toute concession de la part des représentants du capital ne peut être que le produit d'un marchandage entre les représentants du capital et les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier réalisé dans le dos et contre les travailleurs. C'est un marché de dupes et rien d'autre, qui conduit à favoriser certaines couches du prolétariat au détriment des autres, pour renforcer la place et le rôle de l'aristocratie ouvrière, et finalement diviser et affaiblir le prolétariat pour que les capitalistes continuent de vaquer tranquillement à leurs affaires.

Si toutes les concessions que la bourgeoisie a dû faire au prolétariat avaient été le produit de sa mobilisation, de la grève de masse ou de la grève générale, sans doute que les nouvelles générations de travailleurs et jeunes n'ignorerait pas d'où viennent les congés payés, les retraites, etc. sans oublier le droit de grève, et par conséquent, le gouvernement serait peut-être en plus mauvaise posture pour les supprimer.

La situation politique actuelle n'est pas le produit d'un acte isolé ou spontané, mais le résultat d'un long processus au cours duquel l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier se sont vautrés dans la fange de la collaboration de classes, voilà selon moi une question qui mérite que chaque militant y réfléchisse attentivement, si je peux me permettre un conseil.

Dans la même page, une autre intervention permet de cerner de quelle manière le PT soutient les appareils qu'ils ne nomment pas par pure hypocrisie : « *Le rôle d'une organisation syndicale indépendante, respectant en toutes circonstances son mandat de défense des intérêts des salariés, n'est-il pas, (...)* », certes, et alors ? Vous avez noté qu'ils ont mis le paquet en insistant lourdement, implicitement comme toujours, sur la capacité des dirigeants syndicaux pourris qui pourraient respecter « *en toutes circonstances* » leur mandat, car c'est bien d'eux dont il s'agit ici et qui contrôlent les syndicats, on se demande par quel miracle, pour un peu, par méprise, on pourrait les prendre pour des bolcheviks !

Chacun sait qu'il n'en est rien, alors le rôle d'un parti politique est-il d'aider le prolétariat à se mobiliser pour défendre ses intérêts dans le cadre d'une orientation politique révolutionnaire, ou de faire pression sur les dirigeants syndicaux pourris pour qu'ils respectent ponctuellement leur mandat ? Cette

question a des conséquences politiques considérables, puisque dans le second cas, les dirigeants syndicaux apparaîtront sous un angle favorable sans que les travailleurs sachent réellement pourquoi, ce qui ne fera qu'embrouiller les choses dans leurs têtes, finalement ils se demanderont si c'est du lard ou du cochon, ce qui ne nous aura pas permis d'avancer d'un millimètre ! Voilà à quoi aboutit de se placer uniquement sur le terrain syndical pour un militant révolutionnaire. Pas besoin de chanter les louanges de Mailly ou Thibault pour se placer sur le terrain des appareils et du réformisme, c'est ce que j'ai essayé de démontrer sous un autre angle.

Maintenant, sur le plan purement syndical, on peut concevoir qu'il faille exiger des dirigeants syndicaux qu'ils réalisent l'unité et respectent leur mandat, cela se discute. Aux militants révolutionnaires de changer de casquette au bon moment et de ne pas tout confondre, à condition bien sûr de ne pas se situer sur la politique réformiste du PT, car même avec une casquette réversible, elle demeure la même !

Page 7, à propos de la « réforme » de l'État.

« *Plus question ni de règles, ni de politiques nationales, ni d'égalité, mais d'une « République » éclatée au service de la mondialisation, où il n'y a plus de place pour des organisations indépendantes, voilà ce qu'ils préparent ! Qui peut l'accepter ?* ». On a envie de répondre spontanément : aucun travailleur ou militant évidemment. Sauf, que nous ne revendiquons ni « des règles » ni une « *politique nationale* » forcément impulsées et favorables à la domination de classe de la bourgeoisie, en opposition à une « *République éclatée* », nous devons combattre pour abattre l'État bourgeois quelle que soit sa forme politique, y compris la plus démocratique. Là encore, d'un côté le réformisme, de l'autre, le léninisme.

Face au péril annoncé, vous vous dites qu'il va falloir mettre le paquet, que la question soulevée touche directement à l'État bourgeois, qu'elle a un caractère purement politique et que par conséquent, seul un combat politique déterminé et sans concession contre les institutions de la Ve République pourra en venir à bout. Eh bien pas du tout, vous êtes complètement à côté de la plaque, vous n'avez absolument rien compris à la politique du PT !

Vous vous dites que c'est la guerre de classe que cherche Sarkozy et qu'il va l'avoir, il faut passer à l'offensive sans attendre. Tu parles ! Le PT propose comme solution de « *résister* » pour assurer la « *reconquête des services publics et de la démocratie, de la République une et indivisible* ». autrement dit, il capitule totalement. Comment cela dites-vous en lisant ces lignes, en militant indigné du PT que vous êtes peut-être ? Au lieu d'aller de l'avant, le PT propose ici de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers sur le plan économique, tout comme le fait le capitalisme sur le plan social.

Comment ne pas comprendre que ce n'est pas dans le cadre de l'État bourgeois sous sa forme la plus démocratique qu'il sera possible d'assurer la « *reconquête des services publics et de la démocratie* », puisque celle-ci est en passe d'appartenir au passé, à une étape du développement du capitalisme qui est désormais révolue, mais dans le cadre d'un État ouvrier débarrassé du capitalisme ? Le capitalisme aurait-il encore un rôle progressiste à jouer ? C'est ce que prétend le PT, implicitement cela va de soi, tout en affirmant le contraire ailleurs, seul les actes comptent finalement.

Qui des deux, de l'État bourgeois sous la forme d'une démocratie parlementaire plus ou moins démocratique ou de l'État ouvrier, sera le plus à même de satisfaire les revendications du prolétariat ? La question peut paraître stupide ou naïve, que voulez-vous, je ne fais que me placer au niveau politique des dirigeants du PT en la posant ainsi.

Page 8. Après la « *reconquête* » de la démocratie que le prolétariat n'a jamais conquise, l'heure a sonné de la « *reconstruction* », de quoi ? d'un parti ouvrier ! Diantre, lequel ? Ils veulent peut-être parler tout simplement du parti qu'ils n'ont jamais réussi à construire, s'ils en ont eu un jour la volonté. A moins qu'il ne s'agisse de la valeureuse SFIO qui a capitulé comme un seul homme le 4 août 1914 ! En voilà un bon exemple... à ne pas suivre assurément.

Lorsqu'ils ont liquidé le PCI en 1986 pour le remplacer par le MPPT, ils expliquaient qu'il s'agissait d'ouvrir le parti aux militants du PS et du PCF déçus par leur parti respectif, à côté de militants

anarchistes introuvables et de la tendance trotskyste qu'ils disaient représenter. 21 ans plus tard, ils tiennent exactement le même langage en voulant faire passer leur initiative pour une idée nouvelle ! Qui sera dupe de cette arnaque politique ?

Le PT est en passe de détrôner le PCF à la pêche sans principe aux cartes et aux adhérents.

J'ai demandé à un camarade du PT s'il n'était pas trop harcelé par les dirigeants de son parti pour qu'il rejoigne le comité provisoire pour un parti ouvrier, le nouveau parti des schivardistes. Il m'a répondu que c'était effectivement un gros problème. Pour le moment rien ne les y oblige, par contre, dès qu'ils font adhérer un travailleur à ce comité, ils y sont automatiquement intégrés comme s'ils en avaient accepté les règles implicitement. Au moins cela évite toute discussion ! Comme en réalité, toute réelle discussion a toujours été totalement impossible dans ce parti, ce que ce camarade m'a confirmé, cela ne change rien : tu acceptes de te plier au diktat de la direction ou tu vas voir ailleurs ! Si j'ai bien compris ce que ce camarade m'a expliqué, la direction du PT compte bien intégrer la totalité des adhérents du PT à ce nouveau parti à plus ou moins longue échéance sans leur demander leur avis.

Dés lors, l'annonce hebdomadaire des nouvelles adhésions à ce nouveau comité ou parti est pipée par la direction du PT. On ne nous l'aurait pas dit qu'on s'en serait douté, question d'habitude.

Par ailleurs, plusieurs camarades du PT m'ont expliqué qu'ils étaient excédés de devoir une fois de plus intervenir non pas au nom du parti auquel ils ont adhéré, mais au nom de l'énième comité mis en place par les dirigeants du PT : comité pour la reconquête de la démocratie, comité pour le non, comité de soutien à Schivardi, et maintenant comité provisoire pour un parti ouvrier et j'en oublie sans doute, le tout en moins de deux ans !

Et quel est l'objectif de ce nouveau parti ? Je vous le donne en mille, tout sauf mener le combat pour en finir avec le capitalisme et le régime :

L'intervention d'un militant du PT cité dans leur journal : « *Jean-Paul : Le rôle d'un parti, en construction ou pas, n'est-il pas de les aider à défendre leurs intérêts de classe ? La proposition du comité provisoire d'engager une campagne pour l'unité pour la défense de la Sécurité sociale de 1945 ne répond-elle pas à cette question ?* ». Un nouveau syndicat en quelque sorte.

Page 9, la conseillère municipale du PCF de Talence le confirme : « *Pour nous, militants attachés au communisme, cette démarche de bilan est importante, afin de redonner aux travailleurs de ce pays l'outil dont ils ont besoin pour résister aux attaques dont ils sont l'objet de la part de la bourgeoisie et pour mener la lutte.* ». Il n'est question que de « résister », de « lutte », la même terminologie qu'emploient les dirigeants du PT, de la LCR et de LO. Et ils ont osé titrer un article page 8 « être audacieux » ! Ne riez pas, c'est très sérieux.

Un autre intervenant du PT : « *Un parti pour faire quoi ? Le PC a eu jusqu'à cinq cent mille adhérents, mais il n'y avait pas de perspectives. Nous, on a des perspectives.* ». Faux, le PC avait une perspective politique très claire : soutenir le régime en place... Quant aux « perspectives » du PT on les connaît depuis des décennies : permettre au capitalisme français de mieux « résister » au capitalisme mondial dirigé par les multinationales et défendre ses propres spécificités, tout en revenant à une forme politique de domination de classe plus démocratique, plus acceptable, dont ne profitera finalement que l'aristocratie ouvrière, les fonctionnaires et une partie de la petite bourgeoisie, le fond de commerce du PT avec les élus du PS, MRC et du PCF. Bien sûr que la Sécu ou les services publics profitent à tous, mais ils ne règlent pas la question de fond de la domination de classe de la bourgeoisie.

Je lancerais bien un pavé dans la marre, mais je me demande si le moment est bien choisi. Je me disais secrètement que le prolétariat ne se soulèvera pas, ou en tout cas qu'il ne pourrait pas vaincre tant que le capitalisme lui octroiera des concessions importantes, tant qu'il ne sera pas dans une merde noire. Et que finalement courir sans cesse après des revendications partielles ne faisait que retarder ce moment, tandis que l'aristocratie ouvrière et la petite-bourgeoisie s'en sortaient relativement bien. A un autre moment, je pensais que dans les conditions actuelles, il faudrait que la conscience politique du prolétariat soit aiguisée par compréhension de la nécessité d'en finir avec le capitalisme pour espérer entrevoir véritablement et sérieusement une issue politique. Mais laissons cela pour le moment.

Un parti pour faire quoi ? La révolution socialiste et porter le prolétariat au pouvoir. A force d'oublier de le dire, on comprend que le prolétariat et la petite bourgeoisie en soient arrivés à penser que le capitalisme était « *indépassable* » et éternel. Comme disait Lénine, à nous de populariser la révolution, qui d'autre le fera à notre place ? Personne.

Page 10, toujours dans le registre syndical ou trade-unioniste : « *C'est pourquoi, comme militants du Parti des travailleurs, nous agissons pour que les militants, élus, venus d'horizons politiques divers, unissent leurs efforts pour constituer un authentique parti ouvrier, un parti ouvrier qui place au cœur de son combat la défense de toutes les conquêtes sociales, et, au premier chef, de la Sécurité sociale.* »

Dans la même page, les dirigeants du courant communiste internationaliste qui dirigent le PT se posent en défenseur de la révolution prolétarienne. Voyons comment ils s'y prennent.

Ils commencent par constater que la société est toujours divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques.

Ensuite, ils s'en prennent à la LCR qui lors de son congrès a affirmé que « *le cycle ouvert par octobre 1917 est définitivement refermé* », ce que les dirigeants du PT avaient affirmé concrètement eux-mêmes dès 1986, lorsqu'ils liquidèrent le PCI (l'ancêtre du PT). Mais qui s'en souvient encore parmi les militants ? Combien de militants du PT connaissent le passé de leur parti ? Très peu en vérité. « *Le Parti peut et doit connaître tout son passé pour l'apprécier comme il convient et mettre chaque chose sur son plan. La tradition d'un parti révolutionnaire n'est pas faite de réticences, mais de clarté critique.* » (Il faut étudier Octobre, Trotsky 1924)

En 1981, l'OCI (ex-PCI, ex-PT) était sur la ligne de « *l'imminence de la révolution* » qui devait éclater du jour au lendemain. Si je ne me trompe pas, dans *Itinéraires* paru en 2000, Lambert et Gluckstein ont expliqué que cette ligne était erronée, et c'est à partir de ce constat qu'ils engagèrent leur parti sur la ligne révisionniste de la défense de la démocratie bourgeoise, bref, en adoptant concrètement l'idéologie réformiste rejoignant ainsi la LCR et LO. En réalité, ce qui était erroné, ce n'était pas la perspective de la révolution, mais leur propre analyse de la situation politique avant comme après le 10 mai 81 qui ne leur avait pas permis d'avancer dans la construction le parti. L'ont-ils fait sciemment ou non, c'est une autre histoire. En attendant, pour couvrir leur propre incurie politique au près de leurs militants, ils ont saisi l'occasion au bond pour abandonner l'objectif de la révolution socialiste.

Au passage ils évoquent les altermondialistes et « *la « grande coalition » de Prodi, qui va du « centre-droit » aux amis italiens de Besancenot* », alors que le PT n'a pas hésité à s'encanailler avec des élus de l'UMP et du MPF dans le comité de soutien à Schivardi lors de la campagne des présidentielles ! Vous avouerez qu'ils font bien feu de tout bois.

Plus loin ils posent une question : le capitalisme aurait-il triomphé définitivement ? Mais c'est la question suivante qui présente un intérêt particulier pour les militants.

« *Ce système, fondé sur la propriété privée des moyens de production, serait-il devenu « indépassable » ?* »

Question élémentaire, banale au possible, presque stupide vous avouerez. Si c'était le cas il n'y aurait plus qu'à se loger une balle dans la tête ! Non, la question essentielle est ailleurs : quel moyen mettons-nous en oeuvre pour « dépasser » le capitalisme, pour l'abolir et passer au socialisme ? Tenons-nous compte ou non des enseignements de la lutte de classe du prolétariat au XXe siècle dont le point d'orgue fut la révolution d'Octobre en Russie et la formation du premier État ouvrier de l'histoire ?

Ils ne peuvent pas répondre directement à cette question, ils se contentent de dire : « *Et faudrait-il, au nom de cela (les prétentions de la "société civile" - NDLR), renoncer aux acquis, à l'existence de syndicats ouvriers indépendants ? Renoncer à tout parti représentant les intérêts particuliers de la classe ouvrière ?* », sans qu'on n'en sache davantage, chacun y mettant ce qu'il veut, sans qu'aucun objectif politique ne soit formulé clairement ici, remarquez-le bien.

Peu importe, par un tout de passe-passe, ils vont tenter de le justifier en appelant à la rescousse... la révolution d'Octobre, comme quoi rien ne les arrête : « *On le voit, la question du bilan de la révolution d'octobre 1917 n'est pas une question « historique », ses conséquences s'expriment encore aujourd'hui.* » J'avoue que cette conclusion est pour le moins surprenant et semble plaquée sans rapport avec le reste de cet article. Ce passage doit être destiné à des initiés à l'esprit particulièrement tordu, car comment l'interpréter autrement qu'ainsi : nous sommes les dépositaires du bolchevisme, nous qui continuons de prétendre que la société est divisée en classes, etc., c'est pour cela que nous honorons la mémoire de Léon Sédov et les victimes du stalinisme.

En fait, ce passage et le bilan de la révolution d'Octobre qui est évoqué du bout des lèvres n'ont à voir ni avec l'existence de la société divisée en classes sociales aux intérêts opposés, ni avec l'existence des partis et des organisations, ni avec la nécessité de défendre tous nos droits et acquis sociaux, qu'il y ait eu ou non une révolution en 1917 en Russie n'aurait absolument rien changé à la situation actuelle, à l'existence de l'ensemble de ces données et principes, à ceci près que les rapports entre les classes à l'échelle mondiale auraient été différents ou bouleversés si la révolution avait triomphé en Allemagne ou en France, en Espagne ou en Chine, mais ce n'est pas de cela dont il s'agit ici.

En réalité dans cet article à aucun moment il n'est fait référence au bilan de la révolution russe de 1917. Trotsky l'avait tiré dans son *Histoire de la révolution russe*, dans un autre document intitulé *Les leçons d'Octobre* (1924), lors d'une conférence au Danemark (1932), notamment, et chaque fois il revenait sur la même question déterminante : « *La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti ou par un succédané de Parti. C'est là le principal enseignement des dix dernières années.* » *Les leçons d'Octobre* (1924). Ce n'est assurément pas cet enseignement qu'ont retenu les dirigeants du PT.

Page 11. L'article intitulé : *Comment fonctionne le Parlement européen ?* est un modèle de malhonnêteté intellectuelle, une nouvelle manipulation du PT pour faire croire aux travailleurs que la Commission européenne serait à l'origine de tous les maux qui nous accablent.

Que le Parlement européen soit en grande partie sous la coupe de la Commission européenne, c'est un fait incontestable qu'aucun militant ne niera. Mais il faut aller plus loin.

Pourquoi Daniel Shapira ne dit-il pas d'où vient le pouvoir de la Commission européenne, qui nomme son président, les commissaires européens ? Et pour cause, ce sont les chefs d'État, ce qui révèle le côté particulièrement opportuniste du mot d'ordre de la rupture avec l'Union européenne. Vérifions-le immédiatement par l'intermédiaire du site Internet : http://europa.eu/index_fr.htm.

« *Depuis le traité de Nice, la désignation du président incombe au Conseil réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement statuant à la majorité qualifiée.*

Depuis l'origine, la Commission a toujours été composée de deux ressortissants des États membres les plus peuplés et d'un ressortissant de chacun des autres États membres.

Ensuite, le Conseil statuant à la majorité qualifiée et d'un commun accord avec le président désigné, adopte la liste des autres personnalités qu'il envisage de nommer membres de la Commission. Cette liste est établie conformément aux propositions faites par les États membres.

Enfin, le président et les membres de la Commission sont nommés par le Conseil statuant à la majorité qualifiée, après approbation du Collège par le Parlement. »

A chaque étape on voit bien que ce sont les chefs d'État qui sont en première ligne, contrairement à ce qu'affirme Shapira.

Contrairement à ce que martèle frauduleusement le PT depuis des années, si les parlements nationaux fonctionnent selon un principe de subsidiarité par rapport à l'Union européenne, ce n'est pas sur l'initiative de celle-ci, mais bien des chefs de l'État qui leur délèguent une partie de leur propre pouvoir.

C'est donc bien le chef de l'État, Sarkozy, la constitution de la Ve République qui est à l'origine de tous nos maux et par voie de conséquence seulement, l'Union européenne. Et oui, camarades, les faits, rien que les faits...

Page 12, en Turquie, l'Entente internationale véhicule la même politique nationaliste que le PT en France : « *L'intérêt de la majorité de notre peuple, c'est la défense de la nation, la souveraineté nationale et l'indépendance.* »

Page 13, idem, mais cette fois en Bolivie : « *La défense de l'unité de la nation est liée de façon indissoluble au combat qui se poursuit pour le contrôle de l'ensemble des ressources naturelles, c'est-à-dire pour la nationalisation du gaz, du pétrole, des mines et des autres secteurs stratégiques.* ». A chaque fois on retrouve la défense de l'État bourgeois.

Dans un article consacré à l'accord signé entre le gouvernement italien et les dirigeants syndicaux sur le relèvement de l'âge du départ à la retraite, ils évoquent du bout des lèvres les « *syndicats* » en faisant un amalgame entre leurs dirigeants et leurs militants, passons, et surtout il en profite pour brocarder le soutien des amis de Besancenot à Prodi en prétendant qu'à lui seul (ce soutien), il serait responsable de la situation, en titrant : *Les gages de "l'extrême gauche"*

« *Comment Prodi peut-il afficher une telle assurance et une telle morgue lorsque tout le pays s'indigne de cet allongement du temps de cotisation nécessaire au départ en retraite ? Faut-il qu'il soit confiant dans les gages donnés par l'extrême gauche de sa coalition qui, quelles que soient ses gesticulations, devrait s'aligner sur les exigences impérieuses de l'Union européenne, comme elle l'a déjà fait.* »

C'est accordé aux « *amis* » de Besancenot en Italie bien plus d'importance qu'ils n'en ont, même si je sais que Prodi a besoin de leurs deux voies, je crois, pour éviter la chute du gouvernement. En l'absence d'un parti révolutionnaire, qu'est-ce que cela changerait ? Berlusconi reviendrait au pouvoir et ferait la même politique.

La différence avec la France, c'est à mon avis, mais je peux me tromper, que tout le monde sait à quoi s'en tenir avec Prodi, l'ex-président de la Commission européenne. Peut-être que le PT verrait d'un meilleur œil que les réformistes se libèrent de cette coalition pour que leurs « *amis* » politiques puissent flirter plus facilement avec eux, comme le PT le fait de son côté avec les élus du PS en France ?

Page 14, on a confirmation que l'Entente internationale des travailleurs et des peuples est une organisation syndicale à l'image du PT : « *Les travailleurs, sur la base de leur propre expérience, sont amenés à faire le constat suivant : il ne peut y avoir de survie dans le cadre de la politique des privatisation-destruction dictée par la Banque mondiale, le FMI, l'Union européenne et relayées par les gouvernements mafieux de la région. Cela met immédiatement à l'ordre du jour ce slogan lancé par un militant dans une conférence syndicale en décembre 2006 : « Contre toute privatisation et pour le contrôle ouvrier, comme seul moyen de lutter efficacement contre la corruption et le vol.* ».

Le contrôle ouvrier sous la direction d'un État bourgeois ? Le contrôle ouvrier sous le contrôle des banques sans lesquelles aucune entreprise ne peut disposer de la trésorerie nécessaire pour fonctionner normalement ? Si ce n'est pas le corporatisme, qu'est-ce que c'est ?

Contre les privatisations, pour l'expropriation sans indemnité ni rachat des patrons par l'État ouvrier, c'est déjà mieux, non ?

Page 15. On trouve un article extrait d'« *Informations internationales* » signé par l'ex n°2 de Force ouvrière (selon un camarade), un bureaucrate réformiste parasite et dirigeant du PT, complaisamment présenté comme un « *ouvrier* », consacré à la situation sociale et économique dans le monde, après la réunion du G 8 qui s'est tenue du 6 au 8 juin 2007 en Allemagne.

Quand Sandri (Angelo Geddo) confond volontairement cause et conséquence et soutient sciemment les appareils traîtres.

A propos du développement du capitalisme en Chine, Inde, etc., qui conduit à des délocalisations et à la baisse du coût du travail, il a écrit que : « *Ce contexte pousse à l'individualisation portée par le chacun pour soi* ». D'où la crise récurrente que subit le syndicalisme dans sa fonction d'organisation collective. ».

Donc, si l'on comprend bien, « *la crise récurrente* » du syndicalisme serait un fait récent qui serait dû uniquement aux travailleurs, qui seraient portés dorénavant à adopter un comportement individualiste en réponse à la pression que les patrons exercent sur eux et les nouvelles relations existantes au sein des entreprises. Donc, si le syndicalisme est en crise, c'est de la faute des travailleurs, surtout pas des dirigeants syndicaux, CQFD.

Je pensais pour ma part que la crise du syndicalisme datait de plusieurs décennies, voir plus, et qu'elle était davantage le produit de l'adaptation croissante des dirigeants syndicaux aux besoins du capitalisme qui dégoûtait et détournait les travailleurs du syndicalisme. Ce qui ne veut pas dire que les modifications des conditions de travail n'aient aucune influence sur leur comportement.

D'ailleurs, dans le constat qu'il dresse de la situation sociale, à aucun moment il ne citera les dirigeants syndicaux ou ceux des partis se réclamant du mouvement ouvrier, ni leur rôle ni leur responsabilité dans la situation actuelle, les dédouanant par avance. Si cela ne s'appelle pas soutenir les appareils, je ne sais pas ce qu'il faut pour pouvoir le dire.

Sandri, au nom du PT, avait commis la même manipulation en 2005, on peut le vérifier facilement en relisant le document à l'adresse suivante et ma réponse : *Réforme de l'ONU, gouvernance mondiale et société civile* (<http://www.meltl.com/onu.rtf>) et *Contribution politique : A propos du texte de Roger Sandri* (<http://www.meltl.com/onu.htm>) (août 2005).

Sandri et Gauquelin (éditorial n°804 d'*Informations ouvrières*) sont bien sur la même longueur d'onde.

Comme d'habitude avec le PT, ils passent soigneusement en revue les différents acteurs sociaux, excepté les dirigeants syndicaux. Il a raison : vaut mieux ne pas trop en parler, c'est encore le meilleur moyen de faire oublier le rôle pourri qu'ils jouent.

Vient le tour des patrons :

« *Les entreprises disposent d'un pouvoir accru lors des négociations avec les syndicats en raison des menaces de délocalisation, d'évasion vers n'importe quel pays, et des pressions concurrentielles et fiscales.* » Ah les pauvres dirigeants syndicaux pris en otage malgré eux par ces vilains patrons, on les plaindrait presque ! Ce sont des victimes innocentes de la « mondialisation », que voulez-vous !

C'est ensuite le tour des gouvernements :

« *Dans la plupart des pays industrialisés, les politiques gouvernementales ont fait pencher l'équilibre des pouvoirs en faveur des employeurs et au détriment des salariés, au moyen de ce que l'on prétend être des politiques de réformes favorables à l'emploi* » Quels gouvernements ? A quoi bon préciser, n'est-ce pas ? Les dirigeants des partis social-démocrates apprécieront sans doute qu'ils ne les citent pas. Quel tact il a Sandri !

Il continue avec l'Organisation internationale du travail (OIT), une agence du capital liée à l'ONU :

« *Les droits fondamentaux des travailleurs tels que définis par l'OIT —liberté d'association et droit de négociation collective, élimination de la discrimination, du travail forcé, du travail pénitentiaire et du travail des enfants, sont des droits humains fondamentaux qui doivent être respectés. Lorsque ces droits sont respectés et que les salariés sont libres de créer des syndicats, cela contribue en grande partie à résoudre le problème des inégalités croissantes.* »

Théoriquement. Là encore, il s'agit d'une demi-vérité qui ne témoigne pas de la réalité telle qu'elle est. Sandri se borne à rappeler un fait érigé en principe ou théorisé qui dans certaines conditions s'avèrent

faux. On a envie de lui répondre qu'on ne s'était pas franchement rendu compte que les inégalités avaient tendance à diminuer ces derniers temps dans le monde. On avait même la conviction que les inégalités n'avaient jamais été aussi grandes qu'aujourd'hui, y compris en France. La question intéressante pour nous est de savoir pourquoi. Voilà ce qui arrive quand on sépare la théorie de la pratique. Ne lui reprochons pas de ne pas être marxiste.

C'est le tour ensuite de l'État, du capitalisme d'État envers lequel Sandri ne peut cacher son admiration :

« (...) nous demeurons attachés à la fonction de l'État, autrement que dans une fonction de régulation, mais dans un rôle d'intervention puisant dans le fonctionnement de la démocratie politique et des organisations syndicales représentatives des intérêts particuliers des salariés, dans la plus totale indépendance. »

On trouvera guère de meilleur défenseur de l'État bourgeois. En liant les organisations syndicales et les partis politiques du mouvement ouvrier au « *fonctionnement de l'État* », de l'État bourgeois, il se découvre et vend la mèche en apportant la preuve de la collusion permanente qui existe entre les dirigeants du mouvement ouvrier (dont ceux du PT) et l'État, plus précisément le gouvernement en place, et que ce lien est indispensable pour assurer le bon fonctionnement de l'État, autrement dit, assurer la survie du capitalisme. Merci monsieur Sandri pour cet éclairage.

Ensuite, un aveu qui contredit les multiples appels du PT en direction des chefs d'État et de gouvernement qui devraient respecter les décisions de l'OIT :

(...) il demeure que les moyens restent limités pour l'intervention de l'OIT afin de faire respecter les normes établies, celles-ci se limitant depuis 1998 à de simples recommandations. C'est bien là le fond du problème. C'est ce qu'a réaffirmé la XIVe Rencontre de Genève « Pour la défense des conventions de l'OIT et de l'indépendance des organisations syndicales ». Elle a tenu une fois de plus à mettre en évidence cette question centrale. ».

Là encore, je dois remercier Sandri de confirmer ce que je n'ai cessé d'écrire à propos de l'OIT.

Le PT demande que l'OIT ait davantage de pouvoir. Or, de quoi se compose l'OIT ? 14 représentants des syndicats ouvriers ou prétendument tels, 14 représentants des patrons et 14 représentants des États ou gouvernements, soit au total 42 membres, dont les deux tiers représentent le capital et un tiers le travail.

En demandant à ce que cet organisme ait plus de pouvoir, sachant qu'il est dirigé par les représentants du capital, à quoi cela peut-il aboutir ? A ce qu'il se situe sur le terrain de classe du prolétariat et prenne sa défense au près des chefs d'État ? Qui peut croire un instant une telle fable ? Ne contribue-t-elle pas à semer des illusions dans les pouvoirs en place dans chaque pays ? Pendant ce temps là, les dirigeants syndicaux continuent de collaborer au sein de l'OIT avec les patrons et les chefs d'État.

La position du PT par rapport à l'OIT est celle-ci : partant du fait que le capitalisme mondial a pris en compte au sein de cet organisme une partie des intérêts du prolétariat qu'il a codifié sous la forme de normes, à un moment où il en avait besoin pour assurer une certaine stabilité sociale à travers le monde, autrement dit pour pouvoir commercer tranquillement, il faut s'appuyer sur l'OIT pour qu'elle impose le respect de ces normes dans tous les pays.

Le problème, c'est qu'aujourd'hui, au stade de développement du capitalisme mondial, ces normes ne peuvent s'appliquer dans certains pays qu'au détriment des autres, ce que ne semblent pas comprendre les dirigeants du PT. De la même manière que le développement du capitalisme s'est réalisé sous couvert de la colonisation à partir du XVIIIe siècle. Mieux encore, ces normes sont devenues trop contraignantes dans l'ensemble des pays, y compris en Europe ou d'ailleurs elles ne s'appliquent pas toutes loin de là, sinon des syndicalistes ne seraient pas emprisonnés à l'heure actuelle en Roumanie, par exemple. On va nous dire aussi, que l'OIT serait le produit d'un rapport de force favorable au prolétariat à l'issue de la seconde guerre mondiale, soit, admettons-le provisoirement, alors comment expliquer qu'elle soit dominée et contrôlée par les représentants du capital ?

On en arrive forcément à se poser une série de questions : qu'est l'OIT ? qui la contrôle et qui la finance ? Réponse : une agence internationale du capital contrôlée et financée par les représentants du capital, l'ONU. Et le PT se plaint que « *les moyens restent limités pour l'intervention de l'OIT* ». Étant établi que l'OIT est une agence du capital, le PT lui demande de se comporter comme si elle était au service du prolétariat, autant dire qu'ils demandent aux représentants du capital qui y siègent de se comporter en défenseurs loyaux des intérêts de leur ennemi de classe.

Si l'on suit bien le raisonnement des dirigeants du PT : sur le plan national, les élus et l'aristocratie ouvrière ont remplacé le prolétariat et sa nécessaire mobilisation révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme, et sur le plan international, c'est au tour de l'OIT de se substituer à la lutte de classe du prolétariat contre le capitalisme. On va aller loin avec cela !

Comment comprendre ? Soit, ils ne comprennent pas grand chose à la situation mondiale, soit, ils demandent à nos ennemis plus de « *moyens* » pour finalement assurer la survie du capitalisme, car si les améliorations des conditions de travail ont permis d'adoucir la vie du prolétariat, en réalité, en dehors de sa mobilisation pour les obtenir, c'est la collaboration de classes qui a servi de cadre pourri à ce marchandage pour finalement mieux l'enchaîner à l'idéologie capitaliste (ou réformiste, ce qui revient au même), en attendant, ils n'ont pas permis d'avancer d'un millimètre vers son émancipation, l'inexistence d'un parti révolutionnaire et d'une Internationale suffit à le prouver amplement.

Nous n'avons rien à demander à l'OIT, qu'elle disparaisse, cela fera un obstacle, un organisme de collaboration de classes en moins au niveau international ! Les travailleurs obtiendront des droits sociaux et démocratiques par leur mobilisation, par la lutte des classes, en s'organisant et non en mendiant à leurs bourreaux le droit d'exister ! Et après le PT osera parler « *d'acquis* », mais de quels acquis peut-il bien s'agir dans ces conditions là ? Comment la conscience politique des peuples pourra-t-elle progresser et franchir une étape décisive dans de telles conditions, avec de telles pratiques ? Le plus tard possible ou jamais !

Cela me fait penser à un autre principe (tactique) à double tranchant selon les circonstances et qui revient souvent sur le tapis : il faut exploiter les contradictions de la bourgeoisie, du capitalisme. Certes, mais à quel prix ? A n'importe quel prix ? Surtout pas au prix de la collaboration de classes. Pourquoi ? Parce que dans ce genre d'histoire, c'est toujours le plus faible le dindon de la farce ! Or quelle est la classe dominante à l'échelle mondiale ? Vous connaissez la réponse. Qui dit contradiction ne dit pas forcément faiblesse. Rappelons que l'OIT se compose de 28 représentants du capital et 14 représentants du travail, on ne peut pas dire ici que la bourgeoisie serait dans une situation de faiblesse ou défavorable, non ?

On comprend parfaitement que pour développer le capitalisme en Asie principalement, à partir de la fin de la seconde moitié du XXe siècle, le capitalisme a dû adapter la législation du travail aux impératifs de la production qui prévalaient dans les pays où ils étaient le plus développés dans le monde. Dans les conditions de la fin du XIXe siècle, le développement de l'instruction publique suffisait à remplir les exigences liées au développement de la production capitaliste en Europe, la nécessité de former des ouvriers qualifiés notamment. La lutte de classe du prolétariat contribuera en partie à l'amélioration des conditions de travail et aboutira à une évolution de la législation du travail en faveur du prolétariat. Ce n'est pas pour autant que les capitalistes seront en reste.

Certes, l'amélioration des conditions de travail empiètera sur la plus-value des capitalistes, mais ils en tireront une contrepartie en augmentant la productivité. La médecine du travail a permis d'améliorer les normes de sécurité et de prévenir les accidents du travail dans certains cas, en même temps, elle a contribué à l'amélioration de la santé des travailleurs et permis de réduire considérablement l'absentéisme, par conséquent de pallier la désorganisation de la production. Durant toute cette période, le manque à gagner des capitalistes sera aussi contrebalancé par le pillage et la surexploitation des colonies, des comptoirs, etc. Occupés exclusivement par l'accumulation du profit et face au péril que la lutte de classe du prolétariat représentait pour eux, ils seront incapables de développer le marché mondial, enjeu décisif de l'étape suivante du développement du capitalisme, d'éviter des crises économiques de plus en plus gigantesques, imprévisibles et incontrôlables, d'où la première et la seconde guerre mondiale.

La décolonisation et l'indépendance des derniers États sous domination impérialiste surviendra à partir de 1947. Pour reconstruire les États bourgeois en ruine le plus rapidement possible et éviter que

la fin de la guerre ne se termine comme en Russie en 1917 par une révolution (affirmation qui doit être tempérée à cause de la quasi-inexistence de partis révolutionnaires), ils vont associer l'ensemble des partis et syndicats du mouvement ouvrier à la reconstruction (plan Marshall) tout en concédant habilement au prolétariat (en fait à l'ensemble de la population) des avantages sociaux, tel que la création de la Sécurité sociale (1945), qu'ils pallieront par l'augmentation de la productivité à un niveau inégalé dans le passé tout en continuant d'exploiter les colonies jusque dans les années 60-70, l'ensemble constituant un impératif incontournable pour assurer la stabilité et la survie du capitalisme. En toile de fond, l'économie de guerre à laquelle était réduite l'économie capitaliste au cours de la seconde guerre mondiale ne disparaîtra pas vraiment : guerre israélo-arabe, de Corée, du Viêt Nam, Indo-pakistanaise, russo-afghane, Iran-Irak, etc.

Grâce à la soumission du mouvement ouvrier sous l'égide du stalinisme et du réformisme, le capitalisme réussira à reconstituer ses réserves et engrangera des profits gigantesques qui lui permettront à l'étape suivante de financer le développement du capitalisme en Corée du Sud, à Singapour, Taiwan et Hong Kong. On parlera de l'ère post-industrielle marquée par la désindustrialisation progressive des pays capitalistes occidentaux au profit du développement du secteur des services à forte valeur ajoutée, tandis que les « *quatre dragons asiatiques* » s'industrialiseront à marche forcée sur le modèle japonais, profitant d'une main d'œuvre à coût très bas et de la robotique.

A l'heure qu'il est, le constructeur automobile sud-coréen Hyundai vient de délocaliser la production de voitures de petits modèles en Inde du Sud, où le coût de la main d'œuvre est encore plus bas qu'en Corée du Sud. Et attendez, ce n'est pas fini, même le constructeur chinois Guangzhou Motors vient de signer un partenariat avec Xenitis, un groupe indien basé à Calcutta, pour commercialiser, en 2008, un véhicule à 2 500 euros, ce qui laisse à penser que le coût de la main d'œuvre en Chine est déjà sur le point d'être trop élevé ! Comme on le voit, l'évolution ou le développement du capitalisme s'accélère ou s'emballe et le capitalisme demeure incapable de le contrôler.

Il serait intéressant de savoir pourquoi pour essayer de déterminer ensuite dans quelle direction se dirige l'économie mondiale. Un ensemble de facteurs sont à l'origine de cette situation. La forte demande en matières premières qui poussent les cours à la hausse sur toutes les places boursières et qui se répercute au niveau des coûts de production, la hausse des prix de l'énergie due à l'augmentation croissante de la consommation et par conséquent celle des transports et de l'ensemble des marchandises, la hausse des prix de l'immobilier et des loyers due à l'énorme pression démographique qui existe dans l'ensemble des pays asiatiques, et dans une certaine mesure, la lutte de classe du prolétariat et de la paysannerie qui conduit à l'augmentation des salaires et qui a pour caractéristique (notamment dans les grandes villes et les alentours) de ne pas correspondre forcément à l'inflation, à la hausse des prix officielle ou à l'augmentation des prix des produits de première nécessité, mais de prendre en compte en partie la revendication légitime du prolétariat et la paysannerie d'accéder à un confort de vie qui jusque là était réservé aux classes dominantes, c'est un peu comme si le prolétariat sautait une étape et copiait ou se calait spontanément sur les besoins déjà satisfaits par la petite-bourgeoisie, moto, réfrigérateur, machine à laver, télévision couleur, etc., je vous dis cela pour l'observer quotidiennement autour de moi en Inde.

Juste un mot sur la lutte de classe du prolétariat en Inde. J'ai observé également que les augmentations de salaire n'étaient pas le plus souvent le produit d'une mobilisation ou d'une prise de conscience organisée, mais correspondait plutôt à une sorte d'entente tacite entre les ouvriers qui déterminent eux-mêmes l'augmentation de salaire qu'ils doivent s'accorder. Il se peut qu'elle résulte d'un minimum syndical, mais je n'ai jamais rencontré en onze ans un ouvrier qui soit capable de me confirmer. Par exemple, j'ai payé 150 roupies les services d'un maçon pour une journée de travail il y a deux ans, aujourd'hui pour le même travail, il m'en réclame 200. Je lui ai demandé pourquoi, il m'a répondu que c'était à cause de la hausse des prix, et à la question : mais qui l'a décidée ? il m'a répondu en se marrant : c'est moi, d'ailleurs, tous les maçons vous réclameront la même somme. Il ne m'est pas venu à l'idée de contester le bien-fondé de son augmentation de salaire évidemment, en même temps, je me suis dit que parfois la lutte de classe du prolétariat empruntait des voies que l'on ne soupçonnait pas toujours. Cette précision n'a rien d'anecdotique dans un pays où les syndicats et les partis du mouvement ouvrier sont quasiment absents de pans entiers du prolétariat et de la paysannerie, car la décision des ouvriers d'augmenter leur salaire se répercutent ensuite à tous les niveaux, dans toutes les autres classes de la société.

Pour revenir au paragraphe précédent, tout concourt finalement à la hausse du coût du travail à l'échelle mondiale, quoi que fassent les capitalistes pour tenter de la freiner ou la contenir, donc tout concourt à la baisse du taux de profit à long terme quoi que fassent les capitalistes. Vous me direz qu'ils disposent encore de réserves de main d'œuvre à bas coût dans le monde, certes, mais même ce marché se réduit de jour en jour, il ne leur restera bientôt plus que l'Afrique, et encore plus pour très longtemps puisque le capitalisme chinois est en train d'y mettre un terme et que les différents capitalistes dans le monde n'ont pas l'intention de lui en laisser le monopole, ce qui ne fera qu'accélérer ce processus. Ne parlons pas de l'Australie qui à elle toute seule est un continent, puisque le coût de la main d'œuvre y est déjà comparable à celui qui existe dans les pays occidentaux ou en Amérique du Nord. Quant à l'Amérique Latine, c'est la lutte de classe du prolétariat qui mine toute prétention du capitalisme à une baisse du coût du travail. On pourrait ajouter un élément qui me semble très important : le développement de la télévision par satellite et Internet qui permet dorénavant à n'importe quel ouvrier ou paysan à travers le monde, de voir de quelle manière l'on vit ailleurs et de comparer avec sa propre situation misérable, ce qui contribue à la rendre encore plus insupportable, attise sa haine des riches et du capitalisme. C'est en ce sens un facteur important qui contribue à l'accélération de la prise de conscience du prolétariat et de la paysannerie à l'échelle mondiale, de la nécessité d'améliorer leur condition d'existence et celle de leurs enfants, et pourquoi pas, au-delà de cette réflexion en partie inconsciente, poser la question de la nécessité de s'organiser pour y parvenir le plus tôt possible.

En conclusion de ce passage un peu long.

Ce que je voulais dire ici, c'est qu'il faut garder patience et demeurer optimiste. Tout concourt finalement à la chute du capitalisme, c'est inévitable. Certes, ce n'est pas seulement un droit que nous revendiquons mais une nécessité que nous exprimons : en finir avec l'exploitation et l'oppression, avancer sur la voie de l'émancipation de l'humanité tout entière de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Maintenant, nous ne sommes pas maîtres des rythmes et des délais. Facile à dire, je serais tenté une nouvelle fois de ruer dans les brancards et de dire que cette affirmation sert à masquer très souvent nos erreurs et notre incurie politique, car les destructions inouïes engendrées par la survie du capitalisme aujourd'hui, les souffrances sans nombre qu'il fait subir à des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde, nécessite de tout mettre en œuvre pour hâter sa chute. Notre responsabilité se situe à ce niveau.

Par conséquent, tout doit être entrepris pour aider le prolétariat, les classes moyennes et la petite-bourgeoisie à prendre conscience de la nécessité de réorganiser la société sur de nouvelles bases expurgées de la propriété privée des moyens de production et de distribution, d'en finir avec le capitalisme le plus tôt possible, et donc de s'organiser dans un parti politique pour prendre le pouvoir, peut importe ici la dénomination de ce parti, nous verrons cela le moment voulu.

Il est parfaitement évident que tous les moyens qui ne contribueraient à avancer sur cette voie doivent être rejetés sans ménagement ni regret, et dans le lot je place la totalité des organismes de collaboration de classes à l'échelle mondiale, dont l'OIT. Toute politique de conciliation avec notre ennemi sous quelque forme que soit doit être dénoncée et combattue implacablement et inlassablement. Aujourd'hui, la pire des politiques réside dans le réformisme qui a gangrené le mouvement ouvrier jusqu'à son avant-garde révolutionnaire. Si dans certaines circonstances des alliances ponctuelles et circonscrites peuvent être conclues avec les tenants de cette idéologie, en aucun cas elles ne doivent revêtir un caractère permanent, et en toute circonstance et tout lieu nous devons conserver la liberté de défendre l'intégralité du programme de la révolution socialiste internationale. Telles sont les conclusions politiques auxquelles je suis parvenu. A chacun d'en penser ce qu'il veut.

A la dernière minute, j'ai trouvé une nouvelle objection à la position que je défends : et si en soutenant l'OIT, en faisant pression sur elle par exemple, ne me demandez pas comment, je n'en ai aucune idée, on parvenait à obtenir de meilleures conditions de travail, ainsi ne contribuerions-nous pas à accélérer la chute du capitalisme, en contribuant à la hausse des coûts du travail ? Réponse : même au bout du rouleau, le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même. De plus, des avantages ponctuels accordés au prolétariat un jour peuvent lui être repris à la première occasion, par ailleurs, il est bien connu aussi que les capitalistes s'arrangent le plus souvent pour reprendre d'une main ce qu'ils ont

donné de l'autre, à la même couche sociale ou une autre peu importe, l'essentiel pour eux, c'est de s'y retrouver, ils se foutent du reste. Pour finir, je ne vois pas en quoi l'obtention de concessions matérielles sans mobilisation sera profitable au prolétariat à long terme, elles ne contribueront pas à faire progresser sa prise de conscience de la nécessité d'en finir avec le capitalisme. Et sur le plan strictement humanitaire direz-vous, et si elles contribuaient tout simplement à améliorer le sort des plus démunis ? Réponse : si cela suffit à vous donner bonne conscience, rejoignez les œuvres de charité et foutez-nous la paix, nous n'appartenons assurément pas au même monde !

En guise d'épilogue sur la question du développement du capitalisme, vous trouverez ci-dessous des extraits du discours d'investiture qu'avait prononcé le président américain Harry Truman le 29 janvier 1949, qui permettra de mieux comprendre les grandes lignes qui allaient définir le développement du capitalisme d'après guerre et ses objectifs. Mes commentaires qui figurent entre guillemets sont brefs et forcément incomplets.

« (...) il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées (« *mettre au service* » ne signifie pas forcément développer l'industrie de ces régions, mais ils y viendront malgré eux plus tard –NDLR) (...), leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères (la lutte de classe du prolétariat demeure bien une menace constante partout dans le monde pour le capitalisme, avec ou sans Staline –NDLR) (...),

notre but devrait être d'aider les peuples libres du monde à produire (là, le « *but* » se précise, il s'agit de passer à la seconde étape –NDLR) (...), nous invitons les autres pays à mettre en commun leurs ressources technologiques dans cette opération (...), cela doit constituer une entreprise collective à laquelle toutes les nations collaborent à travers les Nations unies et ses institutions spécialisées pour autant que cela soit réalisable (l'ONU et ses agences spécialisées sont bien exclusivement au service de la production capitaliste, et elles sont amenées à jouer un rôle croissant à brève échéance –NDLR) . Il doit s'agir d'un effort mondial pour assurer l'existence de la paix, de l'abondance et de la liberté (en fait de liberté, il s'agissait d'assurer avant tout celle du capitalisme de se développer à l'échelle mondiale dans des proportions inconnues dans le passé, d'exploiter les peuples par tous les bouts –NDLR) (...),

avec la collaboration des milieux d'affaires, du capital privé, de l'agriculture et du monde du travail de ce pays (« *les milieux d'affaires* », euphémisme pour caractériser l'aristocratie financière qui dominera plus tard le capitalisme mondial –NDLR), ce programme pourra accroître grandement l'activité industrielle des autres nations et élever substantiellement leur niveau de vie (la nécessité de développer en même temps de nouveaux marchés pour écouler la production du capitalisme –NDLR) (...), ces développements économiques nouveaux devront être conçus et contrôlés de façon à profiter aux populations des régions dans lesquelles ils seront mis en œuvre (« *conçus et contrôlés* » par l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain ; ces développements économiques ne peuvent pas se réaliser sans améliorations du niveau sanitaire et d'instruction, de logement, etc. de la population, sans satisfaire certaines revendications sociales élémentaires, uniquement contre les peuples sans leur collaboration active –NDLR). Les garanties accordées à l'investisseur devront être équilibrées par des garanties protégeant les intérêts de ceux dont les ressources et le travail se trouveront engagés dans ces développements (le pillage et l'exploitation de l'époque coloniale doivent continuer, mais ils seront masqués par la complicité et la soumission des bourgeoisies compradore qui apporteront des garanties de loyauté envers l'impérialisme –NDLR) (...)

L'ancien impérialisme - l'exploitation au service du profit étranger - n'a rien à voir avec nos intentions (tu parles ! Il veut rassurer les bourgeoisies nationales qui réclament d'être associés à ce processus d'exploitation de leur propre peuple –NDLR. Ce que nous envisageons, c'est un programme de développement fondé sur les concepts d'une négociation équitable et démocratique (entre gens du même monde, cela va de soi... 58 ans plus tard, bien des peuples se demandent encore à qui ont profité « *l'équité* » et la « *démocratie* » ! –NDLR). Tous les pays, y compris le nôtre, profiteront largement (sic ! on n'est jamais mieux servi que par soi-même ! –NDLR) d'un programme constructif qui permettra de mieux utiliser les ressources humaines (c'est là qu'intervient l'OIT, par exemple –NDLR) et naturelles du monde (un programme qui aboutira à piller les ressources naturelles de tous les peuples jusqu'à dévaster notre environnement, la flore et la faune sur tous les continents –NDLR).

L'expérience montre que notre commerce avec les autres pays s'accroît au fur et à mesure de leurs progrès industriels et économiques (le capitalisme pour survivre n'a pas d'autre alternative que de se développer sur une échelle toujours plus gigantesque et de concentrer toujours davantage la production, de réaliser la socialisation de la production à un niveau toujours plus élevé, tout en préparant les conditions objectives de sa propre perte ! –NDLR).

Une production plus grande est la clef de la prospérité et de la paix (pour les capitalistes, pas pour les peuples ! de plus, l'accroissement de la production débouche automatiquement sur la surproduction, facteur de crises économiques et sociales inévitables, imprévisibles et de plus en plus incontrôlables, une contradiction que le système économique capitaliste est incapable de résoudre, sauf temporairement par la guerre, la spéculation... –NDLR). Et la clef d'une plus grande production, c'est une mise en œuvre plus large et plus vigoureuse du savoir scientifique et technique moderne. (ce qui nous ramène là où nous avons laissé le capitalisme avec l'éclosion des quatre dragons asiatiques – NDLR). »

J'avais oublié la fin de l'article de Sandri, il vaut le détour.

Et la cerise sur le gâteau, « *l'appel lancé par les participants à la XI^{Ve} Rencontre de Genève de juin 2007 met (...) appelant aux dirigeants du mouvement ouvrier international.* » ceux précisément qui ne cessent de trahir quotidiennement le prolétariat ! Bravo, peu guère faire pire !

Le PT ne peut guère mieux exprimer son impuissance et l'impasse politique qui caractérise au mieux l'ensemble de sa politique. Il est vrai que la lutte de classe du prolétariat serait du gâteau si l'OIT et les bureaucrates syndicaux se plaçaient à ses côtés ! Consternant !

Page 16, on retrouve les mêmes thèmes appliqués cette fois aux États-Unis, en des termes encore plus alambiqués « *la construction d'un Parti de la reconstruction* » renvoyant à la période qui avait suivi la guerre de sécession (1861-1865), « *ouvrant l'un des chapitres les plus progressistes dans l'histoire de la nation* », sans doute, celui du développement de l'impérialisme américain... Progressiste au bénéfice de qui ? Question stupide, alors j'arrête là. Au moins, on voit où le PT puise son inspiration politique...